

Unité interdépartementale Nièvre-Yonne

Auxerre, le 13/01/2025

17 rue de la Plaine des Isles

89000 AUXERRE

ud58-89.dreal-bourgogne-franche-comte@developpement-durable.gouv.fr

## **Rapport de l'inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 26/12/2024

### **Contexte et constats**

publié sur   
**ASTRADEIS**  
ZI LES GALETTES  
89600 Saint-Florentin

Références : 250018

Code AIOT : 0025500016

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/12/2024 dans l'établissement ASTRADEIS implanté ZI LES GALETTES 89600 Saint-Florentin.

L'inspection a eu lieu suite à un incendie sur site, survenu le 24 décembre 2024 en soirée.

### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- ASTRADEIS
- ZI LES GALETTES 89600 Saint-Florentin
- Code AIOT : 0025500016    Installation : Avec Titre ☒ Sans Titre ☐
- Régime : A
- Statut Seveso : NON SEVESO
- IED : Non IED

### **Présentation très succincte de l'AIOT et des installations contrôlées :**

La société ASTRADEIS exploite sur son site de Saint Florentin une installation de tri et transit de déchets.

**Contexte de l'inspection :** Contexte de l'inspection | Risques accidentels | Risques chroniques

**Thèmes de l'inspection :** Accident | Risque incendie | Eau de surface, Eaux souterraines

### **2) Constats :**

## 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...;

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative »;
- « Faits avec suite administrative » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
  - soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription);
  - soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan des constats hors points de contrôle

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection (1)	Proposition de délais
1	Incidents ou Accidents	Arrêté Préfectoral du 12/11/2007, article 2.5.1	Demande de justificatif à l'exploitant	15 Jours
2	Recueil des eaux incendie	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 26 bis	Mise en demeure, déchets	6 Mois
3	Plan de défense incendie	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 5	Mise en demeure, déchets	3 Mois
4	Maitrise des sinistres	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 6	Mise en demeure, déchets	3 Mois
5	RETENTIONS	Arrêté Préfectoral du 20/11/2007, article 7.6.3	Mise en demeure, déchets	15 Jours
6	Inventaire des substances ou préparation dangereuses présentes sur site	Arrêté Préfectoral du 12/11/2007, article 7.2.1	Mise en demeure, déchets	1 Mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats :

L'exploitation des installations présente plusieurs non-conformités pouvant impacter directement ou indirectement la maîtrise des risques accidentels :

- le confinement et l'isolement des eaux d'extinction d'un incendie n'est pas assuré sur site,
- l'exploitant ne dispose pas de plan de défense incendie,
- l'ensemble des récipients contenant des liquides susceptibles de générer une pollution n'est pas sur rétention,
- le stockage des déchets sur site ne tient pas compte de leur incompatibilité produit.

Dans ce cadre, un projet d'arrêté de mise en demeure est proposé à M. le Préfet.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Incidents ou Accidents

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 12/11/2007, article 2.5.1

**Thème(s) :** Risques accidentels      Déclaration et rapport

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant est tenu de déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement.

Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme.

Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées.

**Constats :**

Le 24 décembre 2024, un incendie s'est déclaré sur le site de la société ASTRADEIS à St Florentin en zone extérieure dans la partie "départ" de déchets non dangereux. L'alerte a été donnée vers 22 h 00 au SDIS par un routier passant à proximité. L'astreinte DREAL BFC a été avertie par le SDIS à 23 h 05. Le SDIS est intervenu à 22 h 12 et a utilisé comme moyen d'extinction 1 PI extérieur et 2 PI situés sur site. Le feu a été éteint peu avant 3 h 00 du matin par le SDIS. La quantité d'eau mise en œuvre n'a pu être estimée. Les eaux d'extinction n'ont pu être contenues sur site faute de système d'isolement et se sont déversées dans une lagune à proximité ne disposant pas de géomembrane. L'exploitant est arrivé sur site vers minuit et demi et le directeur (plus éloigné) vers 3 h 00 du matin.

Le SDIS a fait part à l'Inspection des installations classées de l'absence d'information sur ce site, d'une arrivée tardive de l'exploitant, et qu'un ou 2 containers stockés à proximité du feu ont explosé durant l'incendie.

Suite à l'inspection, l'IIC a demandé le 26/12/24 à l'exploitant :  
sous 2 jours :

- de fournir la fiche BARPI associée à cet incident,
- de justifier de l'évacuation des eaux d'extinction incendie vers les filières agréées avec à l'appui le BSDD associé et des photos du site (notamment de la lagune qui les a récupérées) ainsi que de la vidange du débourbeur/déshuileur du site par lequel elles ont transité.

sous 7 jours :

- de justifier de l'évacuation des déchets solides issus de l'incendie vers les filières agréées avec à l'appui le BSDD associé et des photos de la zone de déchet concernée.

L'exploitant a fourni par mail le 27/12/24 la fiche BARPI de l'incident et a indiqué qu'environ 40 m<sup>3</sup> d'eaux d'extinction avaient été pompées en container de 1 m<sup>3</sup> afin d'être échantillonnées pour obtenir un certificat d'acceptation préalable de la part du centre de traitement. Des photos de la lagune en cours de pompage ont également été fournies.

Dans sa fiche de notification d'incident, l'exploitant suspecte une origine criminelle pour ce départ de feu contrairement aux premiers éléments fournis sur site indiquant qu'il pourrait s'agir d'une incompatibilité produits avec la présence de 10 kg de Chlore dans d'autres déchets industriels.

A noter qu'un feu sur site du même type a déjà eu lieu le 11 mars 2024 concernant un feu de cartons

mélangés à du chlore. Ce dernier avait rapidement été maîtrisé par les pompiers.  
Par mail du 02/01/25, l'exploitant a indiqué avoir fait évacuer environ 53 t de déchets brûlés vers un site de traitement.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant doit fournir :

- les BSDD associés à l'évacuation des déchets solides et liquides,
- des photos de la lagune vidée et de la zone évacuée des déchets brûlés.

Il est rappelé à l'exploitant qu'il est tenu de déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement.

L'exploitant précisera dans le cadre des améliorations de la sécurité qu'il a indiquées sur sa fiche de notification incident, celles qui seront mises en place et dans quel délai.

**Respect de la prescription :**



**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 15 Jours

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 26 bis

**Thème(s) :** Risques accidentels      Bassin de confinement des eaux incendie

**Prescription contrôlée :**

Les mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes à l'installation. Les dispositifs internes en bâtiments sont interdits lorsque des matières dangereuses sont stockées dans des quantités supérieures à 2 m<sup>3</sup>.

En cas de confinement interne, les orifices d'écoulement sont en position fermée par défaut.

En cas de dispositif de confinement externe :

- les eaux et écoulements sont collectés, de manière gravitaire ou grâce à des systèmes de relevage autonomes, puis convergent vers cette capacité spécifique. Les orifices d'écoulement issus de la ou des capacités de confinement sont munis d'un dispositif d'obturation pour assurer ce confinement ;
- tout moyen est mis en place pour éviter la propagation de l'incendie vers le dispositif de confinement par les écoulements ;
- en cas de recours à des systèmes de relevage autonomes, les dispositifs sont positionnés ou protégés de manière à résister aux effets auxquels ils sont susceptibles d'être soumis. Leurs dispositifs de commande sont accessibles en toute circonstance. L'exploitant est en mesure de justifier d'un entretien et d'une maintenance adaptés de ces dispositifs. Des tests réguliers sont par ailleurs menés sur ces équipements ;
- l'exploitant intègre aux consignes de sécurité prévues à l'article 59 du présent arrêté, les moyens à mettre en place et les manœuvres à effectuer pour canaliser et maîtriser les écoulements des eaux d'extinction d'incendie, notamment en ce qui concerne la mise en œuvre des systèmes de relevage autonome ou les dispositifs d'obturation, le cas échéant.

Le volume nécessaire à ce confinement est déterminé de la façon suivante. L'exploitant calcule la somme :

- du volume d'eau d'extinction nécessaire à la lutte contre l'incendie d'une part.

Ce volume est évalué en tenant compte du débit et de la quantité d'eau nécessaires pour mener les opérations d'extinction durant 2 heures au regard des moyens identifiés dans l'étude de dangers ou au regard des dispositions définies par arrêté préfectoral ou par les arrêtés ministériels sectoriels.

- du volume de produit libéré par cet incendie d'autre part ;
- du volume d'eau lié aux intempéries à raison de 10 litres par mètre carré de surface de drainage vers l'ouvrage de confinement lorsque le confinement est externe.

Les effluents et eaux d'extinction collectés sont éliminés, le cas échéant, vers les filières de traitement des déchets appropriées.

Les justificatifs de calculs et de dimensionnement sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

**Constats :**

Le confinement des eaux d'extinction d'incendie n'a pu être réalisé faute de système d'isolement et de la présence d'un bassin de confinement associé pour les zones de stockage des déchets.

Les eaux d'extinction de la zone de stockage extérieure de déchets se sont écoulées via des caniveaux vers une lagune en terre sans géomembrane.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant doit mettre en place :

- un bassin de confinement des eaux d'extinction d'un incendie pour son site et justifier de son dimensionnement,
- un système d'obturation permettant de confiner les eaux d'extinction dans ce bassin.

**Respect de la prescription :** 

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, déchets

**Proposition de délais :** 6 Mois

### N° 3 : Plan de défense incendie

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 5

**Thème(s) :** Risques accidentels      Plan de défense incendie

**Prescription contrôlée :**

Plan de défense contre l'incendie.

L'exploitant réalise et tient à jour un plan de défense contre l'incendie. Lorsque l'installation dispose d'un plan d'opération interne, le plan de défense contre l'incendie est intégré à celui-ci.

Le plan de défense contre l'incendie ainsi que ses mises à jour sont transmis aux services d'incendie et de secours, et sont mis à disposition à l'entrée du site. Il comprend au minimum :

- les schémas d'alarme et d'alerte décrivant les actions à mener par l'exploitant à compter de la détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes à prévenir) ;
- l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées ;
- les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées, y compris, le cas échéant, les mesures organisationnelles prévues pour dégager avant l'arrivée des services de secours les accès, les voies engins, les aires de mise en station, les aires de stationnement ;
- les modalités d'accès pour les services d'incendie et de secours en périodes non ouvrées, y compris, le cas échéant, les consignes précises pour leur permettre d'accéder à tous les lieux et les mesures nécessaires pour qu'ils n'aient pas à forcer l'accès aux installations en cas de sinistre ;
- le plan de situation décrivant schématiquement les réseaux d'alimentation, la localisation et l'alimentation des différents points d'eau, l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise d'un incendie ;
- le plan de situation des réseaux de collecte, des égouts, des bassins de rétention éventuels, avec mention des ouvrages permettant leur sectorisation ou leur isolement en cas de sinistre et, le cas échéant, des modalités de leur manœuvre ;
- le plan d'implantation des moyens automatiques de protection contre l'incendie avec une description sommaire de leur fonctionnement opérationnel et leur attestation de conformité ;
- les modalités selon lesquelles les fiches de données de sécurité et l'état des matières stockées prévu par l'article 49 de l'arrêté du 4 octobre 2010 susvisé sont tenus à disposition du service d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées et, le cas échéant, les précautions de sécurité qui sont susceptibles d'en découler ;
- la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avant l'arrivée des secours, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement ;
- le cas échéant, la localisation des petits îlots et les déchets qu'ils sont susceptibles de contenir ;
- le cas échéant, la localisation des zones de stockage temporaire et des zones d'immersion.

**Constats :**


Aucun plan de défense incendie n'est disponible pour le site.

Le SDIS a déclaré ne pas avoir d'information pour ce site.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant doit mettre en place un plan de défense contre l'incendie pour son site, le transmettre au SDIS et le mettre à disposition à l'entrée du site. Il doit comporter l'ensemble des éléments réglementaires.



<b>Respect de la prescription :</b> 		
<b>Type de suites proposées :</b>	Avec suites	
<b>Proposition de suites :</b>	Mise en demeure, déchets	
<b>Proposition de délais :</b>	3	Mois

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 6

**Thème(s) :** Risques accidentels      Maitrise des sinistres

**Prescription contrôlée :**

Maitrise des sinistres.

L'installation est dotée d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours.

En cas d'incendie, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour assurer la sécurité des personnes et met en œuvre les actions prévues par le plan de défense d'incendie, ainsi que les autres actions prévues par son plan d'opération interne lorsqu'il existe.

Dans le trimestre qui suit le début de l'exploitation, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie.

Pour les installations existantes, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie au plus tard le 1<sup>er</sup> juillet 2024.

Cet exercice est renouvelé au moins tous les trois ans. Les exercices font l'objet de comptes rendus qui sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et des services de secours pendant au moins cinq ans.

Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une information sur les risques des installations et la conduite à tenir en cas de sinistre. Ils reçoivent une formation à la mise en œuvre des moyens d'intervention s'ils sont susceptibles d'y contribuer. Un plan de prévention prévu à l'article R. 4512-6 du code du travail peut répondre à ces obligations dans la mesure où son contenu répond aux objectifs ci-dessus. Lorsque la présence de matériaux inertes destinés à étouffer un incendie est requise, des personnes en nombre suffisant sont formées à leur transport et à leur utilisation en cas de sinistre, ainsi qu'au port des équipements de protection individuelle éventuellement nécessaires. Le matériel adapté pour réaliser les manœuvres nécessaires est à disposition et facilement accessible en cas de nécessité.

**Constats :**

Le SDIS a déclaré ne pas avoir d'information pour ce site.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant doit organiser un exercice de défense contre l'incendie suite à la réalisation de son plan de défense incendie et fournir le compte-rendu de celui-ci à l'inspection des installations classées et au SDIS.

**Respect de la prescription :**



**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, déchets

**Proposition de délais :** 3 Mois

## N° 5 : RETENTIONS

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 20/11/2007, article 7.6.3

**Thème(s) :** Risques accidentels      RETENTIONS

**Prescription contrôlée :**

Tout stockage fixe ou temporaire d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir,
- 50 % de la capacité des réservoirs associés.

Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50 % de la capacité totale des fûts,
- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts,
- dans tous les cas, 800 L minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 L.

La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir, résiste à l'action physique et chimique des fluides et peut être contrôlée à tout moment. Il en est de même pour son éventuel dispositif d'obturation qui est maintenu fermé en permanence.

Les déchets et résidus produits considérés comme des substances ou préparations dangereuses sont stockés, avant leur revalorisation ou leur élimination, dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par les eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.

Les stockages temporaires, avant recyclage ou élimination des déchets spéciaux considérés comme des substances ou préparations dangereuses, sont réalisés sur des cuvettes de rétention étanches et aménagées pour la récupération des eaux météoriques.

**Constats :**

Une partie des récipients de déchets (fûts, containers de 1 m<sup>3</sup>), notamment au fond du site est stockée à même le sol. Certains semblent vides, d'autres remplis.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant doit stocker sur rétention tout stockage fixe ou temporaire d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols.


**Respect de la prescription :** 

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, déchets

**Proposition de délais :** 15 Jours

## N° 6 : Inventaire des substances ou préparation dangereuses présentes sur site

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 12/11/2007, article 7.2.1		
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels      Compatibilité produits		
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant doit avoir à sa disposition des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des substances et préparations dangereuses présentes dans les installations, en particulier les fiches de données de sécurité prévues par l'article R.231-53 du code du travail. Les incompatibilités entre les substances et préparations, ainsi que les risques particuliers pouvant découler de leur mise en œuvre dans les installations considérées sont précisés dans ces documents. La conception et l'exploitation des installations en tiennent compte.		
<b>Constats :</b> Interrogé sur la gestion du stockage des déchets (notamment au niveau du hangar au fond de site) et en terme de compatibilité produits, l'exploitant a indiqué ne pas avoir de plan des stockages tenant compte de la compatibilité des produits. Le stockage des déchets sur site ne tient pas compte de la compatibilité des produits entre eux.		
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> La conception (notamment le stockage) et l'exploitation des installations sur site doivent tenir compte des incompatibilités entre les produits.		
<b>Respect de la prescription :</b> 		
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites		
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, déchets		
<b>Proposition de délais :</b> 1      Mois		